

DELEGATION DU MAIRE AU RESPONSABLE DU CCAS

DELEGATION DE SIGNATURE

Monsieur Antoine PARRA,

Maire de la commune d'ARGELES-SUR-MER

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-19, R.2122-8 et R.2122-10

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 95-562 du 06 Mai 1995 relatif aux centres communaux et intercommunaux d'action sociale,

Considérant que Madame Frédérique JOSEPH, Adjoint administratif, exerce les fonctions de Responsable du Centre Communal d'Actions Sociales, et dans un souci de bonne administration de la commune,

ARRETE

Article 1 :

Délégation de signature est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à :
Madame Frédérique JOSEPH pour les actes suivants :

- **Courriers divers non créateurs de droit (organismes, particuliers...)**
- **Commandes alimentaires et autres commandes en lien avec les missions jusqu'à 7 500 € (cantine, colis, bons de pain, gaz...)**
- **Justificatifs de paiement de la restauration scolaire**

Article 2 :

La signature par Madame Frédérique JOSEPH des pièces et actes repris à l'article 1 du présent arrêté devra être précédée de la formule indicative suivante « par délégation du maire ».

Article 3 :

La présente délégation de signature prendra effet dès les formalités de l'article L.2131-31 du Code Général des Collectivités Territoriales accomplies et prendra fin à la fin du mandat en cours ou à la cessation de fonction de l'agent.

Article 4 :

Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur général des Services et la Responsable du service social sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 :

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et inscrit au recueil des actes administratifs de la Commune d'Argelès-sur-Mer et copie en sera adressée à Monsieur le préfet.

Argelès-sur-Mer, le 25 Octobre 2023

Le Maire,


Antoine PARRA


ACTE PUBLIÉ

En date du 27/10/2023

Peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat

Par Antoine PARRA Marie





REÇU EN PREFECTURE

Le 26/10/2023

Application agréée e-legalite.com

99_AR-056-21850060-20231025-ARDELEG_CCR